

La Lettre

de la Fondation de la Résistance

*Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
n° 87 – décembre 2016 – 5,50 €*



Dossier thématique

Le sabotage dans la Résistance

Histoire d'objets de la Résistance

Cette nouvelle rubrique de *La Lettre* présente, chaque trimestre, l'histoire d'un objet emblématique de la Résistance. Elle montre comment ces objets ont marqué durablement l'histoire et la mémoire de la Résistance. Les lecteurs peuvent retrouver d'autres objets de la Résistance commentés de la sorte grâce au musée de la Résistance en ligne www.museedelaresistanceenligne.org

La Sten MK II arme mythique de la Résistance

Pierre Lorain, jeune lycéen parisien, décrit la première Sten MK II qu'il vit à Paris aux mains d'un milicien⁽¹⁾ entre l'automne 1943 et le printemps 1944 comme «une espèce d'engin informe, mauvais bricolage de plombier, [...] un mélange confus de tôle pliée, soudée et percée de trous ronds [...] enfin une mauvaise bretelle de sangle nouée à la diable sur un morceau de tôle trouée complétait le tableau de l'arme la plus laide [...] jamais rencontrée»⁽²⁾ Charles Tillon a la même impression défavorable à la vue de ces armes qu'il qualifie de «mauvaises mitraillettes de "prix-unique"»⁽³⁾. Beaucoup de résistants furent eux aussi déçus lorsqu'ils découvrirent cette arme lors de parachutages qui devinrent massifs à partir du débarquement de Normandie.

Une naissance dans l'urgence

En 1939, alors que les Allemands et les Italiens ont doté la plus grande partie de leurs troupes d'assaut de pistolet-mitrailleur, les Français et les Anglais n'ont pas encore reconnu la valeur de cette arme. Après la défaite de 1940, la Grande-Bretagne veut rattraper son erreur et doter massivement son armée d'un pistolet-mitrailleur dans un délai record et pour un coût modique.

Un pistolet-mitrailleur allemand MP40 récupéré durant la campagne de France sert de modèle aux deux ingénieurs britanniques, Reginald V. Shepherd et Harold J. Turpin, qui conçoivent à la hâte cette arme tant attendue, avec un souci de simplification à l'extrême pour réduire les coûts et délais de production. Le nom «Sten» associe les initiales des noms des deux ingénieurs aux deux premières lettres de l'arsenal d'Enfield, d'où sortent les premières Sten MK I en juin 1941.

La fabrication associée des usines d'armement (*Birmingham Small Arms Ltd*, l'arsenal d'Enfield, le *Royal Ordnance Arsenal* de Fazakerley...), pour les pièces usinées comme les canons et les culasses-percutantes, et des usines métallurgiques sous-traitantes, produisant les autres éléments par emboutissage: carcasse, crosse, chargeurs, mécanisme de détente⁽⁴⁾.

En 1942, la Sten MK II, version encore plus simplifiée, succède au premier modèle. Produite à plus de 2 millions d'exemplaires jusqu'en 1944, elle devient le pistolet-mitrailleur réglementaire de l'armée britannique, tout en étant parachutée massivement à la Résistance des pays occupés par Hitler.



Pistolet-mitrailleur anglais Sten MK II (face gauche) avec chargeur ayant appartenu à Yves Toporenko, volontaire des FFI de la région C, département des Vosges

Caractéristiques techniques du pistolet-mitrailleur britannique Sten MK II.

- Calibre : 9 mm parabellum (9 X 19 mm).
- Système de fonctionnement culasse non calée, sélecteur de tir (coup par coup et rafale)
- Longueur totale 762 mm
- Poids : 3 kg (à vide), 3,700 kg (avec un chargeur plein)
- Cadence de tir : 550 coups/minute.
- Deux types de crosses peuvent équiper ce modèle : la crosse tubulaire et la crosse squelette.
- Chaque Sten MKII était parachutée avec 5 chargeurs, 300 cartouches de 9 mm et un appareil pour remplir le chargeur.

Rapide à manufacturer, la Sten MK II, au plus fort de sa production en 1943 est produite à 47000 exemplaires par semaine et ne revenait pas à plus de 30 shillings.

Deux reproches ont souvent été fait à ce pistolet-mitrailleur par les résistants. D'une part, il pouvait s'enrayer facilement. Ce défaut était considérablement réduit si l'on ne plaçait que 28 cartouches dans le chargeur au lieu des 32 prévues, et surtout si le tireur prenait garde à ne pas tenir l'arme par le chargeur (comme on le voit souvent sur les photographies de l'époque), ce qui perturbait l'alimentation de l'arme. Il était préférable de tenir la Sten par le protège-main du canon. Le problème était que cette pièce étant trop courte, le tireur risquait de se brûler sur le canon si la main glissait vers l'avant ou bien de se blesser si la main était placée trop en arrière près de la fenêtre d'éjection.

D'autre part, une fois approvisionnée et chargée, la Sten pouvait «partir» à l'improviste notamment en cas de choc violent. Des accidents mortels ont été déplorés souvent par négligence ou par manque de formation.

Une arme adaptée au combat clandestin

Malgré tout, le pistolet-mitrailleur Sten MK II s'est révélé être une arme bien adaptée à la guérilla mobile et à la vie clandestine qui en découlait.

Plus léger que les autres PM de l'époque, très efficace à courte portée (jusqu'à 50 mètres), il apportait à la Résistance une puissance de feu non négligeable.

Possédant un bouton sélecteur de tir, il pouvait tirer au coup par coup ou par rafale. De plus, avec son chargeur s'introduisant horizontalement sur le côté gauche, il offrait au tireur la possibilité de tirer dissimulé en étant écrasé à plat ventre sur le sol.

Il se démontait rapidement et sans outil en quatre éléments dont aucun ne dépassait les 33 cm⁽⁵⁾ facilitant ainsi son camouflage et la discrétion de son transport dans un sac à dos ou une petite valise.

Enfin, simple à entretenir, il pouvait être mis à rude épreuve (chute dans l'eau, dans la boue ou dans la neige) sans que son fonctionnement en soit affecté.

Une arme que la Libération a ancrée dans les mémoires

Jusqu'au printemps 1944, la pauvreté de l'armement est le lot commun de la plupart des maquisards qui utilisent alors des armes légères individuelles récupérées et cachées après juin 1940 ou bien des armes capturées à l'ennemi. La majorité des résistants n'en sont équipés qu'à une date tardive, mais massivement, au point que dans l'imaginaire des Français, qui découvrent les maquis lors des combats de la Libération, la Sten deviendra l'arme emblématique de la Résistance.

Les résistants eux-mêmes s'approprient ce symbole: la Sten figure en bonne place sur de nombreux insignes de maquis ou de FFI réalisés fin 1944-début 1945. Citons pêle-mêle celui des maquis du Limousin, du maquis du Loiret et Sologne, du camp 1 du maquis du Vercors, du 1^{er} Bataillon de Marche de Loire Inférieure, des FFI de Viommois...

La Sten est également présente sur de nombreux monuments de la Résistance comme celui du Mont-Mouchet en Auvergne. ●

Frantz Malassis



Musée de l'Ordre de la Libération-Paris.

Insigne du maquis Loiret et Sologne de Marc O' Neill.

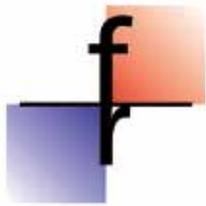
(1) La Milice était souvent équipée d'armes anglaises récupérées lors de parachutages destinés aux maquis ou lors d'arrestation de résistants.

(2) Pierre Lorain «Les "sulfateuses" ou la grande famille des Sten» in *Gazette des armes* n° 39, juin 1976, pp. 30 à 37.

(3) Charles Tillon, *Les FTP. Témoignage pour servir à l'Histoire de la Résistance*, Paris, Julliard, 1962, p. 465.

(4) De 1941 à 1945, plus de 4 millions d'exemplaires des différents modèles de Sten sont produits. La Sten MK I (1941-1942) est produite à 100000 exemplaires; la Sten MK II (1942-1944) à 2 millions environ; la Sten MK III (1943-1944) à 1 million environ, la Sten MK V (1944-1945) à 400000 environ.

(5) Cf. Pierre Lorain, *Armement clandestin SOE 1941-1944. France*, [s.l.], compte d'auteur, 1972.



Sommaire

DOSSIER THÉMATIQUE

Le sabotage dans la Résistance

- Le sabotage et la Résistance : p. I
une mise en perspective
- Pour en savoir plus p. V
- « Gens de la lune » : qui sont
les saboteurs parachutés en France ? p. VI
- Les propagandes nazie et vichyste
contre les sabotages p. VII
- Presse clandestine et sabotages :
à propos des photographies p. VIII

Mémoire et réflexions

- Histoire d'objets de la Résistance p. 2

La vie de la Fondation de la Résistance

- Activités du département
recherche et pédagogie p. 4 et 6
- Activités du département AERI p. 6
- Activités du département
documentation et publications p. 8
- Hommage p. 7

Les activités de MER

- Association des amis
de la Fondation de la Résistance p. 5

Malgré toutes les démarches entreprises, la Fondation de la Résistance n'a pas pu retrouver les ayants droits de certaines photographies. Les personnes disposant de ces droits peuvent prendre contact avec la Fondation de la Résistance.

Éditeur : Fondation de la Résistance
Reconnue d'utilité publique par décret
du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage
du Président de la République
30, boulevard des Invalides - 75007 Paris
Téléphone : 01 47 05 73 69
Télécopie : 01 53 59 95 85
Site internet : www.fondationresistance.org
Courriel : fondresistance@sfr.fr
Directeur de la publication : Gilles Pierre Levy,
Président de la Fondation de la Résistance.
Rédacteur en chef : Frantz Malassis
Comité de rédaction : Sébastien Albertelli,
Fabrice Bourrée, Paulina Brault, Bruno Leroux,
Frantz Malassis, Jean Novosseloff,
Hélène Staes, Manuel Valls-Vicente,
Fichier des abonnés : Amélia Polonia-Vaz
Maquette, photogravure et impression :
humancom, 48 rue de Dantzig 75015 Paris.
Revue trimestrielle. Abonnement pour un an : 20 €.
n° 87 : 5,50 €
Commission paritaire
n° 1120A07588 - ISSN 1263-5707
Dépôt légal : décembre 2016

Monument Jean Moulin, dit le glaive brisé à Chartres. Œuvre conçue et réalisée par le sculpteur Marcel Courbière (DR)



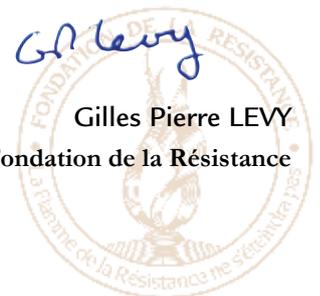
Plus de soixante-dix ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, la Résistance française continue d'inspirer les artistes et écrivains contemporains. Que ce soient les œuvres de fiction portées à l'écran, comme en atteste le succès populaire de la série *Un village français*, les romans, l'extraordinaire foisonnement de la littérature jeunesse, la bande dessinée, le théâtre... Toutes ces œuvres attestent l'intérêt toujours soutenu pour cette période de notre histoire. Leurs auteurs sont fascinés par la clairvoyance et le courage des résistants qui ont osé s'opposer à l'occupant allemand et au régime de Vichy alors que tout espoir semblait perdu après l'effondrement militaire et politique de la France en 1940. Selon la belle expression du poète René Char, ils se sentent leurs «héritiers sans testament», conscients à la fois de la part de singularité de l'engagement résistant, mais aussi de son exemplarité, qui reste modélisant pour la société française contemporaine.

Le mot du Président

Cependant, ces productions sont très souvent portées par une vision personnelle et partielle de la période, ce qui rend d'autant plus important la poursuite du travail scientifique que les historiens mènent pour comprendre en profondeur la complexité des comportements, les raisons de ces engagements et les relations entretenues par la société minoritaire des résistants avec le reste de la population française. C'est la raison pour laquelle, une des missions de la Fondation de la Résistance est de contribuer à favoriser la recherche historique. L'organisation ou la participation à des colloques scientifiques qui font toujours l'objet de publications, l'attribution de contrats de recherches, la constitution d'une collection numérisée de la presse clandestine de la Résistance française accessible à tous par internet en partenariat avec la Bibliothèque nationale de France en sont quelques exemples concrets.

Alors que régulièrement nous sommes affectés par la disparition de résistants qui avaient ardemment soutenu la constitution et le développement de la Fondation de la Résistance, comme François Perrot qui fut pour nous un administrateur attentif, nous nous devons de poursuivre les missions qu'ils nous ont assignées. Missions consistant à faire en sorte qu'au-delà même des travaux de recherche et de mémoire, au-delà de l'action pédagogique, les valeurs universelles incarnées par la Résistance française et ses acteurs demeurent toujours un ferment pour l'action des futures générations. ●

*Au nom de la Fondation de la Résistance,
je vous présente mes vœux très
chaleureux pour l'année 2017.*



Gilles Pierre LEVY
Président de la Fondation de la Résistance

Activités du département recherche et pédagogie

Enseigner la Résistance

Un cycle de conférences...

À la fin du mois de septembre 2016, l'ouvrage *Enseigner la Résistance* est paru aux Éditions Canopé. Pour faire connaître cette publication, de nombreuses rencontres sont organisées dans différentes académies. Les deux directeurs de l'ouvrage, Laurent Douzou, professeur des universités et Tristan Lecoq, inspecteur général de l'Éducation nationale, ont entamé leur cycle de conférences aux « Rendez-vous de l'Histoire » de Blois le 8 octobre 2016 devant 80 personnes dans la salle capitulaire du Conseil départemental. Sébastien Albertelli, Hélène Staes et Emeline Vanthuyne ont ensuite présenté l'ouvrage aux Journées nationales de l'Histoire et de la Géographie organisées par l'Association des professeurs d'histoire-géographie (APHG) le 20 octobre à Amiens. À l'invitation de Jean-François Chanet, recteur de la région académique Bourgogne-Franche-Comté, Laurent Douzou, Tristan Lecoq et Cécile Vast ont rencontré des enseignants et des membres d'associations au musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon le 14 novembre 2016. À la Maison de la Recherche (Université Paris-Sorbonne) a eu lieu le lancement de l'ouvrage le 16 novembre 2016 où ont été invités les contributeurs et des représentants des institutions franciliennes par Bertrand Cocq, directeur territorial Ile-de-France Réseau Canopé. Sébastien Albertelli, Laurent Douzou, Tristan Lecoq et Hélène Staes ont répondu présents à l'invitation d'Isabelle Doré-Rivé,

directrice du Centre d'histoire de la Résistance et de la Déportation (CHRD) de Lyon, le 23 novembre 2016. Ils sont attendus à La Coupole le 8 mars 2017 pour une demi-journée d'animation organisée par Laurent Thiéry, historien, Laurent Sellier, professeur référent et Christine Dalbert, IA-IPR référent mémoire et citoyenneté de l'académie de Lille. Une autre demi-journée d'animation est prévue dans la région académique Normandie dans le courant du mois de mars 2017. Nous vous tiendrons informés des prochaines rencontres.

... et des formations académiques

Des formations académiques organisées sous l'autorité de l'Inspection générale de l'Éducation nationale, sont des événements importants qui permettent d'aller à la rencontre des enseignants. La formation intitulée « La Bretagne et les Bretons dans la Résistance » a réuni plus de 80 personnes le 30 novembre 2016 au lycée de Cornouaille à Quimper en présence du recteur de l'académie de Rennes Thierry Terret, des inspecteurs généraux de l'Éducation nationale Tristan Lecoq et Florence Smits, de la DASEN du Finistère Caroline Lombardi-Pasquier et des inspecteurs pédagogiques régionaux. Les historiens Jacqueline Sainclivier,



Rencontre autour de l'ouvrage *Enseigner la Résistance* au musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon le 14 novembre 2016.

Christian Bougeard et Jean-Christophe Fichou ont offert une mise au point scientifique, suivie de transpositions pédagogiques élaborées par des enseignants du secondaire. Maël Carriou archiviste aux Archives départementales du Finistère (Quimper), Sylvain Le Berre, directeur de l'ONACVG du Finistère, mais aussi Alain Méléard, président du Comité du Prix de la Résistance et de la Déportation et Hélène Staes, responsable des activités pédagogiques de la Fondation de la Résistance ont présenté la variété des ressources et le CNRD. Nous remercions vivement Alain Bodivit et Alexis Le Gall, résistants bretons, qui ont bien voulu témoigner. Enfin que soient remerciés Annie et François Fouré qui ont joué un rôle essentiel dans cette journée. ●

Hélène Staes

La Fondation présente aux « Rendez-vous de l'Histoire » de Blois et aux Journées nationales de l'Histoire et de la Géographie à Amiens.

La 19^e édition des « Rendez-vous de l'Histoire » de Blois avait pour thème « Partir ». Du 7 au 9 octobre 2016, ce festival d'histoire a attiré plusieurs dizaines de milliers de visiteurs venus de toute la France.

Tournées plus spécifiquement vers un public d'enseignants, les Journées nationales de l'Histoire et de la Géographie organisées par l'Association des professeurs d'histoire-géographie (APHG) se sont tenues, quant à elles, les 20 et 21 octobre 2016 à Amiens.

Ces deux événements culturels ont permis à la Fondation de faire connaître ses activités scientifiques et pédagogiques à un large public.

Le salon du livre d'histoire, organisé aussi bien à Blois qu'à Amiens, a été l'occasion de présenter les différentes publications (livres, revue, brochures pédagogiques, CD-ROMS et DVD-ROMS) édités par la Fondation et l'association Mémoire et Espoirs de la Résistance. De nombreux enseignants sont venus sur notre stand pour recevoir conseils et documentation. Ces échanges sont un moyen unique de faire découvrir toutes nos ressources pédagogiques comme les dossiers thématiques de *La Lettre de la Fondation* en lien avec les programmes de l'enseignement secondaire.



Photo Bruno Lenoux

Éric Le Normand présente le DVD-ROM *La Résistance des Alsaciens* lors d'un atelier pédagogique des « Rendez-vous de l'Histoire » de Blois.

Ces événements sont des moments privilégiés pour les historiens de présenter leurs travaux les plus récents.

Aux « Rendez-vous de l'Histoire » de Blois, le vendredi 7 octobre 2016, Éric Le Normand, historien de l'AERIA, a exposé les fonctionnalités et les contenus du tout nouveau DVD-ROM *La Résistance des Alsaciens*. Le samedi 8 octobre, Laurent Douzou, professeur des universités et Tristan Lecoq, inspecteur général de l'Éducation nationale ont présenté l'ouvrage *Enseigner la Résistance* récemment paru chez Canopé

Éditions en partenariat avec la Fondation de la Résistance.

Une table-ronde intitulée « Du légendaire au mythe : nouvelles recherches sur la mémoire de l'Occupation en France » s'est déroulée le dimanche 9 octobre. Modérée par Antoine Prost, président du Comité historique et pédagogique de la Fondation de la Résistance et professeur émérite à l'Université de Paris I, elle a permis des échanges nourris entre le public, Jean-Marie Guillon, professeur émérite de l'Université d'Aix-Marseille, Jacqueline Sainclivier, professeur émérite de l'Université de Rennes 2 et Cécile Vast, chercheur associé au LARHRA (CNRS)⁽¹⁾.

Enfin, le 20 octobre à Amiens, aux Journées nationales de l'Histoire et de la Géographie, Sébastien Albertelli, Hélène Staes et Emeline Vanthuyne ont présenté l'ouvrage *Enseigner la Résistance* lors d'une journée professionnelle devant de nombreux enseignants motivés par cette problématique au croisement entre histoire, mémoire et citoyenneté. ●

Frantz Malassis

(1) Ce débat est consultable en audio sur le site internet des Rendez-vous : www.rdv-histoire.com

Le sabotage dans la Résistance

Ce dossier fait suite à la récente parution du livre *Histoire du sabotage de la CGT à la Résistance* par Sébastien Albertelli. Il nous a paru intéressant de proposer à son auteur d'en présenter les principaux acquis à nos lecteurs.

Sabotage et Résistance : une mise en perspective

Par Sébastien Albertelli, chercheur associé du Laboratoire de Recherche historique Rhône-Alpes (LARHRA-CNRS)

« Ohé, saboteur, attention
à ton fardeau : dynamite... »

Ces mots célèbres tirés du *Chant des partisans*, rédigé en 1943, témoignent de ce que le sabotage s'est très tôt inscrit dans les représentations comme l'un des archétypes de l'action résistante. La tentation a même été grande de réduire la figure du résistant à celle du saboteur. Les études historiques sont revenues sur cette tendance pour souligner combien l'action résistante avait pris des formes variées n'impliquant pas toutes une action violente. Il ne faudrait pas pour autant sous-estimer l'importance du sabotage pendant l'Occupation, car c'est bien la Résistance qui a imposé cette technique comme l'une des armes privilégiées du combattant clandestin.

Naissance d'un concept

Le concept de sabotage existe bien avant la Seconde Guerre mondiale, mais il reste le plus souvent cantonné au domaine des idées, des fantasmes et des expérimentations. À la fin du XIX^e siècle, les services secrets réfléchissent depuis près d'une trentaine d'années à une modalité particulière du combat du faible contre le fort : il s'agit de tirer parti de la dépendance croissante des sociétés modernes à l'égard de machines (machines-outils, locomotives, etc.) et de réseaux (chemin de fer, télégraphe et téléphone, etc.) de plus en plus complexes. Dans un contexte marqué par le développement d'explosifs modernes puissants, stables et peu encombrants (dynamite, mélinite, etc.), la croyance se répand qu'une action limitée, intelligemment ciblée, peut donner des résultats disproportionnés et permettre de paralyser machines et réseaux. À la fin du XIX^e siècle, les anarcho-syndicalistes dont émerge la figure d'Émile Pouget, conceptualisent le sabotage en même temps qu'ils en inventent le nom⁽¹⁾ : eux aussi s'inscrivent dans un contexte de guerre, la guerre sociale ; eux aussi se placent du point de vue du faible (le prolétaire exploité et désarmé) contre le



Collection particulière.

**Tract de Vichy dénonçant
le sabotage auquel se livre
la Résistance.**

fort (le bourgeois disposant de l'argent, de l'armée, etc.) ; eux aussi veulent croire qu'il est possible d'enrayer la machinerie complexe de la société capitaliste par de menues actions ciblées et répétées. Les similitudes entre les deux démarches sont telles que les militaires eux-mêmes finissent après la Grande Guerre par adopter le terme « sabotage », issu de la mouvance révolutionnaire.

SOMMAIRE

- Le Sabotage et la Résistance p. I
une mise en perspective
Par Sébastien Albertelli
- Pour en savoir plus p. V
- « Gens de la lune » : p. VI
qui sont les saboteurs
parachutés en France ?
Par Bruno Leroux
- Les propagandes nazie et vichyste p. VII
contre les sabotages
Par Bruno Leroux
- Presse clandestine et sabotages : p. VIII
à propos des photographies
Par Bruno Leroux

Ainsi s'articulent progressivement les principaux éléments d'une définition du sabotage : il s'agit d'une action consciente et intentionnelle contre des biens matériels, menée dans la clandestinité par un groupe ou une organisation qui poursuit une stratégie ; sa valeur repose sur la disproportion entre la faiblesse des moyens – matériels et humains – engagés et l'ampleur des effets attendus ; et ces effets peuvent aussi bien être spectaculaires qu'insaisissables.

La croyance dans la réalité de la menace que représente le sabotage se diffuse au cours des décennies qui précèdent la Grande Guerre. Elle nourrit espoirs et craintes. En 1914, le mouvement ouvrier, d'abord séduit, a cependant pris ses distances avec une arme dont seuls les anarchistes continuent à vanter les mérites. Pendant la Grande Guerre, les résistants qui opèrent dans les territoires occupés du Nord de la France et de Belgique ne pratiquent pas le sabotage. Les services secrets des puissances en guerre nourrissent quant à eux de vastes projets, qui se révèlent toutefois peu concluants⁽²⁾. Il n'empêche : après la guerre, la littérature d'espionnage, qui connaît un vif succès, diffuse l'image du saboteur. Celui-ci s'impose alors, à côté de l'espion,

comme une nouvelle figure de la menace. Quelques épisodes contribuent à rendre cette menace concrète, notamment lorsque l'armée française doit faire face à des sabotages ferroviaires dans la Ruhr, qu'elle occupe dans les années 1920. Les craintes ne manquent pas de ressurgir en 1939-1940, mais les sabotages commis par les Allemands ou pour leur compte sont restés très rares, voire inexistantes.

En somme, le sabotage est une idée familière en 1940, même si sa pratique est restée marginale. Il est bien présent dans les esprits, comme en attestent



© Mark Seaman.

Destruction du pylône n° 506 sur la ligne 1500 kV Bayet-Montluçon, le 13 avril 1944.

Le bond spectaculaire des sabotages à partir de l'été 1943 affecte tous les types de cibles : voies ferrées (d'environ 30 déraillements en juillet à une centaine en septembre, sources SNCF), établissements industriels (de 100 en juillet à 300 en septembre, sources allemandes), ou comme ici les pylônes à haute tension (72 destructions au 1^{er} semestre 1943, 332 au 2^e semestre, source rapport DGER en 1945). Dans ce domaine, la réussite la plus éclatante est celle de la mission Armada II (André Jarrot et Raymond Basset) qui, parachutée en novembre 1943, détruit en cinq mois quelque 180 pylônes sur les lignes alimentant la région parisienne.

les propos de certains orateurs de la BBC : certains exhortent les Français – et tout particulièrement les ouvriers – à adopter une technique issue de la tradition syndicale ; d'autres, comme André Labarthe, font l'éloge des «saboteurs de 1914-1918»⁽³⁾ ; d'autres encore rêvent de retourner contre l'occupant une arme qui lui aurait si bien réussi dans sa conquête de l'Europe.

Saboter pour résister

Le sabotage fait-il pour autant partie des techniques que mobilisent les premiers résistants ? L'un des premiers héros revendiqués par la Résistance est Étienne Achavanne, fusillé le 6 juillet 1940 pour avoir sectionné des lignes téléphoniques allemandes le 20 juin. Ce type de geste est fréquent, notamment dans les départements côtiers, où l'occupant est le plus présent, et dans les campagnes, où la surveillance est difficile. Même si, comme le souligne le cas d'Achavanne, la répression se montre particulièrement dure envers les auteurs de tels actes, tout indique que ceux-ci restent des actes isolés, qui ne relèvent pas d'une résistance organisée et qui ne constituent en rien une menace pour les forces d'occupation. On relève toutefois, à côté de gestes imprudents ou de dégradations dénuées de sens résistant – comme il s'en produit beaucoup en temps de paix –, certains actes qui constituent une forme primaire de refus, certes individuelle et peu structurée, mais qui visent bien – comme plus tard la Résistance organisée – à nuire à l'occupant. Ces coupures de câbles ne disparaîtront jamais tout à fait, mais elles diminueront et passeront progressivement au second plan à mesure que s'imposeront d'autres cibles, plus importantes pour les forces d'occupation.

Les communistes jouent un rôle majeur dans l'intégration du sabotage au répertoire de l'action

résistante à partir de 1941. Contrairement à ce que veulent croire leurs adversaires dès les années 1920, ils n'étaient pas des partisans du sabotage dans le cadre de la lutte sociale. Dans le fil d'une argumentation développée déjà par Jaurès, ils considèrent le sabotage comme un avatar de l'anarchisme. Ils lui reprochent notamment de détourner les prolétaires de leur

priorité : l'organisation des masses en vue de la prise du pouvoir politique. Les rares appels au sabotage lancés par des communistes sont par conséquent des traces d'engagements antérieurs que le parti s'applique à faire disparaître ou la traduction d'un contexte dans lequel la guerre sociale cède le pas à la guerre tout court ; car s'ils ne sont pas adeptes du sabotage dans la guerre sociale, les communistes sont convaincus que cette arme jouera un rôle important dans la guerre moderne.

Pendant la «drôle de guerre», le PCF interdit suite au pacte germano-soviétique, lance quelques appels aux sabotages dans les usines françaises début 1940, durant la brève période où se profile la perspective d'une intervention française dans la guerre russo-finlandaise⁽⁴⁾. Après la défaite, il faut attendre l'invasion de l'URSS par Hitler, en juin 1941, pour qu'il lance ses maigres troupes dans la lutte armée contre l'occupant et les collaborateurs et préconise le sabotage. À partir du 1^{er} juillet 1941, le *Komintern* exhorte les communistes à saboter les centres industriels, les infrastructures ferroviaires ou encore le matériel de guerre de l'ennemi en France. *L'Humanité* clandestine se fait l'écho de ces consignes en indiquant, dès juillet 1941, que le devoir patriotique impose «DU SABOTAGE, encore DU SABOTAGE, et toujours DU SABOTAGE. SABOTAGE dans les usines, dans les gares, dans les campagnes. SABOTAGE pour empêcher que l'ennemi puisse tirer quoi que ce soit de notre pays»⁽⁵⁾.

L'une des figures les plus marquantes de saboteur est alors un jeune mineur communiste du Pas-de-Calais, Charles Debarge, qui multiplie les actions jusqu'en septembre 1942, date à laquelle il est abattu par l'occupant. Par la suite, certains groupes du Parti se spécialisent dans les sabotages ferroviaires, à



© Henri Dedun.

Déraillement d'un train de voyageurs à Ossun près de Tarbes le 19 janvier 1944.

Ce déraillement, suite à un sabotage mal ciblé, cause 25 morts et une cinquantaine de blessés. Plusieurs déraillements de ce type surviennent à partir de l'automne 1943. Rapportés au nombre mensuel moyen des sabotages ferroviaires à cette époque (plusieurs centaines), ils apparaissent relativement peu nombreux. Ils sont l'indice le plus dramatique de l'importance cruciale du renseignement pour les saboteurs. L'intervention de ceux-ci n'est la plupart du temps que la phase finale d'une action collective impliquant nécessairement des complicités : chez les cheminots de l'Exploitation, en l'occurrence, ou à l'intérieur des établissements quand la cible est une usine.

l'image d'un des quatre détachements des FTP-MOI de Missak Manouchian, baptisé le « détachement des dérailleurs ». La moitié des dix résistants qui figurent sur « l’Affiche rouge » appartenaient à ce détachement.

Les mouvements de résistance non communistes, qui s'organisent progressivement à partir de 1941, proclament eux aussi leur volonté de pratiquer le sabotage même si, en pratique, ils remettent ce type d'action à plus tard et privilégient dans l'immédiat d'autres formes d'engagement, notamment la contre-propagande et le renseignement. Jacques Renouvin crée ainsi dès 1941, en zone non occupée, un « groupe de "choc" » au sein du mouvement Liberté, mais son but, comme celui de beaucoup de groupes d'action jusqu'à la Libération, est moins de saboter que de harceler les partisans de la collaboration.

La situation évolue en 1942, à la fois parce que l'activisme communiste suscite une certaine émulation et parce que les mouvements réalisent qu'ils doivent acquérir une légitimité militaire pour espérer être pris au sérieux à Londres. Tous les mouvements se dotent alors de groupes francs. Ce sont de petites cellules nées de l'initiative de fortes personnalités, rassemblant des volontaires prêts à prendre tous les risques sans attendre. En 1943, les Mouvements Unis de Résistance (MUR) de zone Sud se dotent d'un Service national des groupes francs confié à Serge Ravelin. Localement, la vigueur de ces groupes dépend du dynamisme des volontaires, du volontarisme des dirigeants et du matériel disponible. Les MUR organisent également un service baptisé Action ouvrière (AO), confié à Marcel Degliame, pour

recruter des saboteurs dans le monde ouvrier, au risque de se heurter aux responsables syndicaux non communistes, qui privilégient le travail d'organisation, la propagande et la grève⁽⁶⁾. Les maquis qui se développent à partir de 1943 jouent également un rôle en matière de sabotage même si, là aussi, le travail d'organisation absorbe l'essentiel des énergies et ce type d'action est confié à une minorité de volontaires organisés en groupes spécialisés.

Le royaume des saboteurs

Les saboteurs, communistes et non communistes, qui agissent en France bénéficient de l'appui des services basés en Angleterre.

Les Britanniques jouent un rôle majeur dans la multiplication des sabotages en France. Les succès du Reich, en particulier à partir de l'Anschluss, les ont convaincus que celui-ci maniait avec succès l'arme de la 5^e colonne et du sabotage et qu'il était urgent de retourner cette arme contre lui. Ils créent pour cela des services dédiés pour l'essentiel à l'étude et au développement technique. Des projets sont mis sur pied mais, en définitive, rares sont ceux qui sont effectivement mis en œuvre durant la « drôle de guerre ». Les services secrets français, qui ne s'engagent dans cette voie qu'après la déclaration de la guerre sont moins opérationnels encore. La défaite de la France en juin 1940 et la situation périlleuse dans laquelle se retrouve la Grande-Bretagne renforcent l'idée que le sabotage et la subversion, armes des faibles, constitueront à l'avenir la planche de salut du Royaume-Uni. Mais, avec l'entrée en guerre des gros bataillons soviétiques et américains, cette arme sera de nouveau marginalisée, les états-majors alliés la considérant au mieux, jusqu'à la fin, comme un « bonus ».

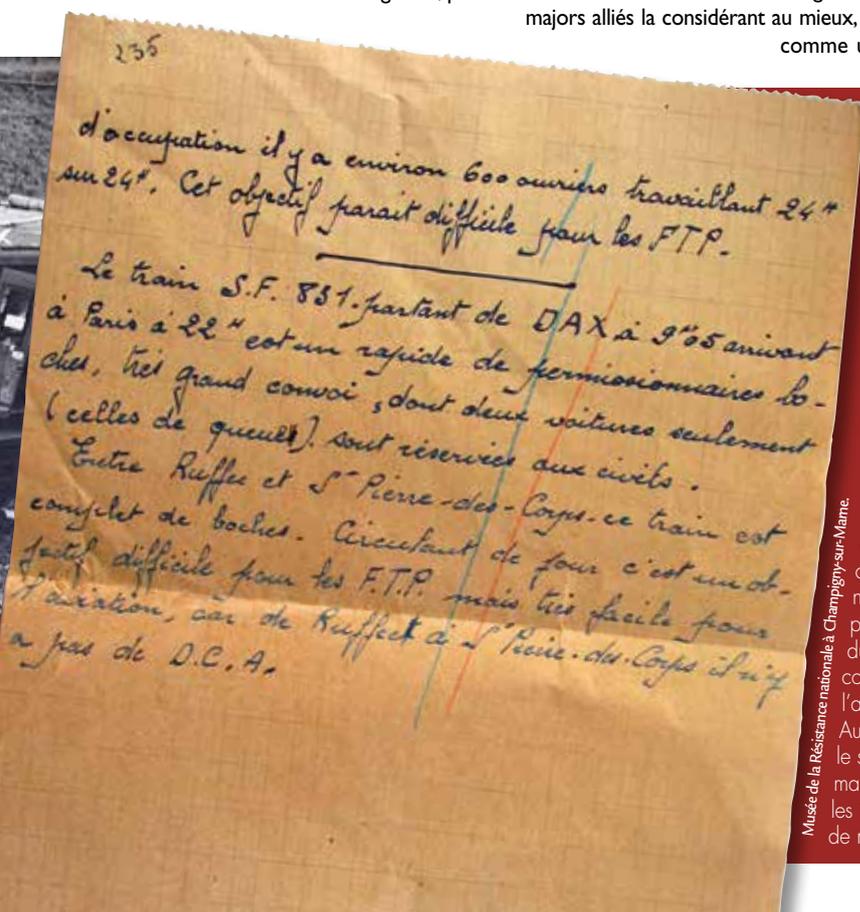
Quand bien même le sabotage n'a jamais occupé une place centrale dans la stratégie des Alliés, ceux-ci ont joué un rôle majeur dans l'affirmation de son potentiel. Le *Special Operations Executive* (SOE) créé par Churchill en juillet 1940 pour « mettre le feu à l'Europe » a amplement professionnalisé cette pratique. Il a développé un matériel adapté, de plus en plus standardisé, et mis au point des procédures assez efficaces pour acheminer ce matériel en territoire occupé, essentiellement par voie aérienne. Il a en outre mis au point une formation, dispensée dans de multiples camps établis en Grande-Bretagne, qui a conduit à l'émergence d'un corps de saboteurs quasi professionnels. Le service a aussi soigneusement étudié la situation en France et tenté d'orienter l'action des résistants de manière à la rendre aussi utile que possible à l'effort de guerre allié. Ainsi a-t-il désigné à ses agents comme cibles un certain nombre d'industries (sous-marins, roulements à billes, aviation, etc.), les voies ferrées, etc.

Les Britanniques développent leurs propres réseaux en France, commandés par des officiers – français ou britanniques – qui prennent leurs ordres directement auprès d'eux : ce sont les réseaux de la section F, dits Buckmaster, du nom du chef de cette section du SOE. Pragmatiques, ils s'appuient aussi sur la France libre dont les services secrets – le BCRA du colonel Passy – contribuent à organiser et à orienter l'action des mouvements de résistance. Le BCRA recrute et achemine en France environ 150 saboteurs, formés par les Britanniques et chargés soit d'exécuter eux-mêmes des sabotages, soit de former les résistants à l'utilisation du matériel qu'ils reçoivent. Le nombre de ces agents progresse fortement à partir du second semestre 1943. L'Armée secrète (AS) des mouvements est organisée sur la base de petites équipes de

Rapport du service FANA (service de renseignement des FTP) sur le train Dax-Paris indiquant, pour une fois, qu'un bombardement est préférable à un sabotage.

Les résistants et les services alliés en lien avec eux (SOE et BCRA) prônaient en général le sabotage plutôt que le bombardement. Mais l'état-major interallié fut peu sensible à l'argument d'un retournement possible de la population française, durement touchée : ce n'était qu'une hypothèse, alors que les résultats stratégiques immédiats des bombardements paraissaient tangibles, davantage en tout cas que ceux des sabotages que les rapports reçus de France peinaient souvent à confirmer. En octobre 1943, la RAF permit au SOE de tester son plan *Blackmail* (chantage sur la direction de Peugeot pour qu'elle laisse saboter ses installations pour éviter un bombardement) ; mais malgré la réussite de ce test, la généralisation de cette méthode sera plutôt un échec et la répartition des objectifs industriels avec le *Bomber Command* restera théorique, celui-ci restant libre dans les mois suivants d'élargir ses cibles. Fin novembre, l'état-major allié interrompt les mitraillages de locomotives par l'aviation pour ne pas s'aliéner les cheminots, interruption qui durera quatre mois. Mais par ailleurs en décembre, un test de 50 coupures de voies ferrées effectué dans le Sud-Est pour entraver l'approvisionnement du front italien donne des résultats peu probants. Au total, pour le futur Débarquement, Eisenhower reste convaincu que le sabotage ne peut être qu'un « bonus » aléatoire. À partir de la fin mars 1944, il impose une campagne de bombardements massifs visant les installations ferroviaires fixes (ateliers, triages, rotondes, etc.) au prix de milliers de victimes civiles.

Musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne



saboteurs dont l'objectif est de procéder au jour J à «une vaste opération coordonnée de sabotage» sur les arrières de l'ennemi pour faciliter le débarquement allié sur les côtes françaises⁽⁷⁾.

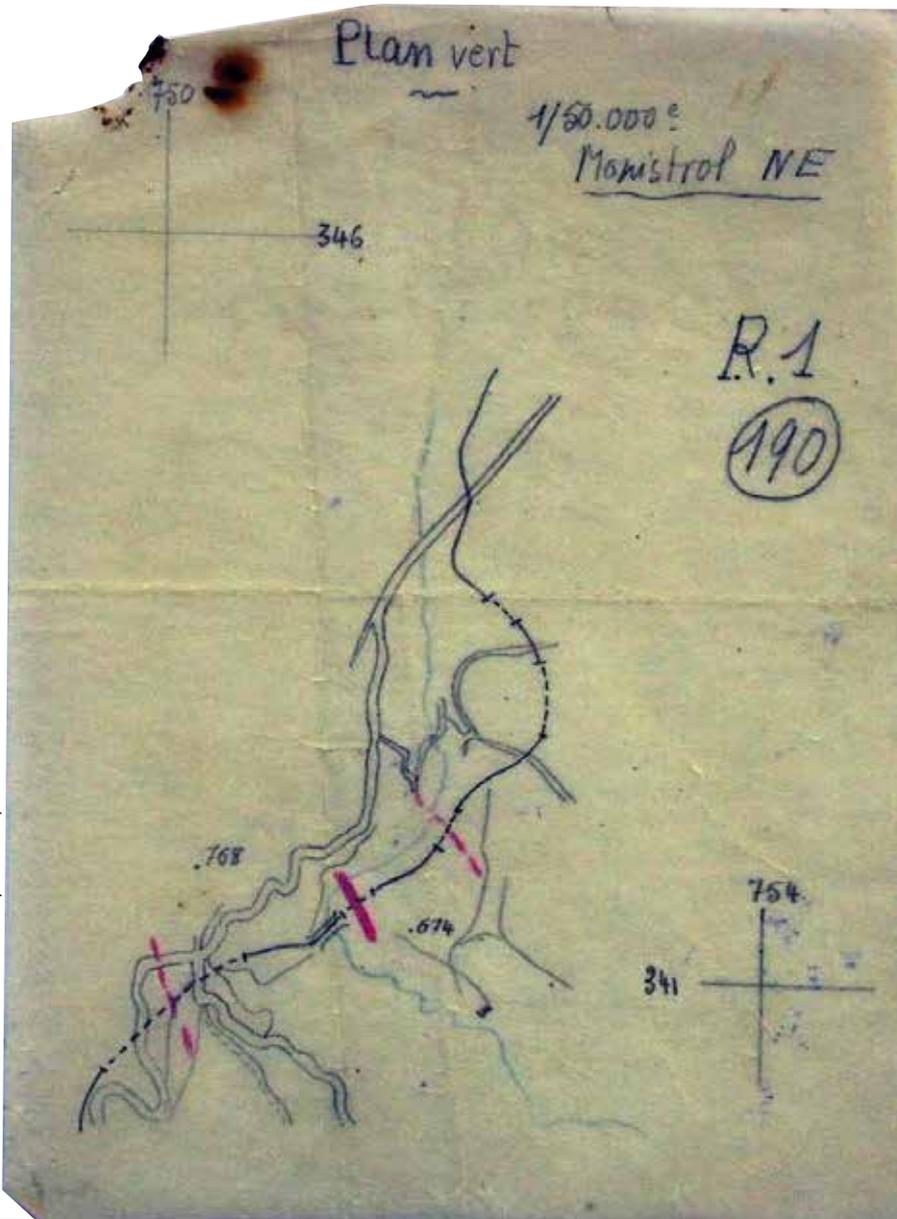
Tout au long de la guerre, dans le domaine de la lutte armée un débat oppose les tenants d'une action immédiate et ceux d'une action déclenchée «au Jour J», ces derniers craignant qu'une action prématurée ne provoque des représailles d'une telle violence que la Résistance s'en trouve finalement incapable de contribuer au succès du Débarquement. Les communistes s'imposent comme les premiers tenants de l'action immédiate, sous toutes ses formes (attentats contre l'occupant et sabotages), et appellent la Résistance à engager toutes ses forces sans attendre. Si les attentats sont longtemps rejetés par les mouvements non communistes, ceux-ci acceptent la pratique du sabotage, mais en opérant sous la pression de Londres une distinction entre les Groupes francs voués à l'action immédiate et l'Armée secrète, dont les actions de sabotage et de *guérilla* interviendront en soutien du

Débarquement. En pratique, de nombreux responsables de mouvements non communistes partagent l'idée qu'il est nécessaire d'aguerrir les saboteurs en les engageant au plus tôt dans des opérations. Ce point de vue est progressivement adopté par tous les acteurs de terrain, y compris les officiers venus d'Angleterre, d'autant que la multiplication des bombardements alliés sur des objectifs stratégiques, avec leur cortège de victimes civiles, conduit les résistants à proposer aux états-majors, avec insistance, le sabotage comme alternative. Les services londoniens aspirent néanmoins – comme tous les états-majors, y compris ceux des mouvements de résistance – à orienter et, autant que possible, à contrôler cette action immédiate. À mesure qu'approche le Débarquement, la crainte se renforce que les sabotages, trop nombreux et indifférenciés, se montrent finalement plus préjudiciables qu'utiles. Nombre d'officiers venus de Londres apportent donc des instructions visant à la fois à cibler les sabotages et à protéger un certain nombre d'infrastructures jugées précieuses pour la progression des forces alliées et la reconstruction du pays.

Quelle importance pour le sabotage ?

Toutes les sources disponibles – celles issues de la résistance, comme les sources allemandes, les sources alliées et les sources policières – attestent que la pratique du sabotage s'est imposée de façon massive au cours de l'Occupation. Toutes mettent en évidence le saut quantitatif qui intervient à partir de l'été 1943, dans tous les domaines (voies ferrées ou navigables, sites industriels, installations électriques, machines agricoles). Toutefois, au cours des derniers mois de l'occupation, et plus encore au cours des combats de la Libération, la guerre clandestine, dans laquelle les saboteurs tâchaient d'éviter le contact avec l'occupant, cède progressivement la place à un combat plus ouvert. Ainsi, à côté des individus et petits groupes qui continuent d'agir clandestinement, des équipes de plusieurs dizaines d'hommes en armes procèdent à des attaques en force et à visage découvert. Tablant sur la surprise et leur supériorité ponctuelle, ils détruisent des usines – comme l'usine de moteurs d'avions SIGMA, à Vénissieux, en novembre 1943 – ou capturent des trains pour les détruire.

Le constat du caractère massif des sabotages laisse ouverte la difficile question de l'évaluation de leur efficacité. Cette arme, en définitive, s'est-elle montrée à la hauteur des espoirs placés en elle et des craintes qu'elle a suscitées ? Les saboteurs l'affirment naturellement et tendent à mesurer l'efficacité militaire qu'ils revendiquent à l'aune du courage, indéniable, dont ils ont fait preuve. Ils traduisent volontiers cette efficacité en nombre de divisions que les Alliés n'ont pas eu à déployer ou de bombardements meurtriers épargnés au pays. Aucune étude rigoureuse ne permet d'étayer un tel point de vue. De nombreuses évaluations ont certes été menées dès la fin de la guerre, mais la plupart l'ont été par les services secrets chargés d'organiser les sabotages au cours du conflit. Leurs conclusions sont en partie biaisées par la nécessité pour ces services de vanter l'efficacité de leur action pour assurer leur survie après la guerre. Ces études ne sont toutefois pas simplistes : elles établissent



Plan Vert, calque du secteur de Monistrol dans la Drôme.

Les 1^{er} et 5 juin 1944, la Résistance reçoit via les «messages personnels» de la BBC l'ordre d'exécuter les sabotages planifiés, en renouvelant pendant une semaine son action afin d'entraver l'afflux des renforts allemands vers la tête de pont alliée en Normandie. Les bilans alliés effectués durant l'été reflètent la difficulté d'évaluer la réussite des sabotages. Fin juin, le *Special Forces Headquarters* atteste de 486 coupures de voies ferrées (le plan vert), précisant que bien d'autres ont dû être opérées sans être confirmées. L'autre problème est celui des objectifs : les sabotages effectués n'ont pas forcément été ceux prévus, faute de connaissance des plans sur le terrain ou parce que ceux-ci étaient jugés inadaptés. Les services français l'avaient prévu, mais n'en insistent pas moins dans leurs rapports sur le fait que les «plans» ont été pour l'essentiel réalisés : au-delà de l'efficacité militaire des sabotages – reconnue par les Alliés – ceux-ci servent aussi à prouver l'autorité du GPRF sur la Résistance, et donc sa légitimité.

clairement des distinctions entre différentes formes de sabotage, pour tirer les enseignements de l'expérience de la Résistance dans la perspective des guerres futures. C'est ainsi, par exemple, qu'en matière de sabotage industriel, l'action menée contre les sources d'énergie est jugée bien plus efficace que celle menée directement contre les machines⁽⁶⁾. Par ailleurs, dans certains cas précis, comme celui des écluses sur les voies navigables, le sabotage est considéré dès l'été 1944 comme plus efficace que les bombardements aériens.

En définitive, la question de l'efficacité militaire, aussi importante soit-elle, n'épuise pas la question de l'évaluation du sabotage car ce dernier renferme, comme toutes les autres actions des résistants, une forte dimension existentielle et renvoie au sens ultime de leur engagement. Chaque sabotage est la manifestation d'une volonté collective de résister et, dans cette perspective, on ne saurait déduire qu'un geste est inefficace parce qu'il a peu voire pas d'effets, comme c'est le cas de beaucoup de sabotages. Pour ceux qui font le choix intime de l'engagement, chaque geste a son importance d'autant que leur accumulation vise aussi à incarner la capacité des Français à participer à leur propre libération. De ce point de vue, finalement, en termes d'intention, de préparation, d'exécution et de risques, un sabotage peu réussi n'est guère différent d'un autre plus directement efficace. En outre, comme tous les résistants, les saboteurs sont l'émanation d'une micro-société clandestine qui entretient des liens avec le reste de la société, sans lequel elle ne saurait exister. Rien n'en atteste mieux que le contre-exemple des saboteurs envoyés en France par les Allemands en 1944-1945 : sans aucun lien avec la société dans laquelle ils prétendent agir, ces agents issus des partis collaborationnistes sont mis hors d'état de nuire avant même d'avoir pu entreprendre les actions pour lesquelles ils avaient été envoyés en France. ■

(1) Émile Pouget, *Le sabotage*, Paris, Librairie des sciences politiques et sociales Marcel Rivière, sd [circa 1910] rééd. Marseille, Le Flibustier, 2009. L'auteur revendique l'emprunt du terme à l'argot des ouvriers parisiens de la fin du XIX^e siècle, qui traitait parfois de « sabots » les ouvriers non qualifiés, parce que leur travail était réputé de piètre qualité, « comme effectué à coups de sabots ». La presse anarchiste avait fait connaître aussi l'emploi du verbe « saboter » chez les mineurs, à propos de l'ouvrier paresseux qui traîne les sabots en marchant.

(2) Les réussites les plus avérées sont le fait de saboteurs allemands sur le sol américain, avant l'entrée en guerre officielle des États-Unis : c'est à eux qu'on doit la destruction, par incendie ou explosion, de nombreux cargos chargés de marchandises destinées à la France ou à ses alliés, et sans doute des explosions visant des usines ou entrepôts. Cf. J. Witcover, *Sabotage at Black Tom. Germany's Secret War in America. 1914-1917*, Chapel Hill, Algonquin Books, 1989.

(3) André Labarthe, « Saboteurs of 14-18 », BBC, 5 septembre 1940.

(4) Une poignée de saboteurs sont jugés et fusillés. Mais, contrairement aux craintes de la psychose anticommuniste qui se répand alors, il n'y a pas de campagne générale et continue d'incitation au

Pour en savoir plus

Cette liste, évidemment non exhaustive, est d'abord destinée à proposer des pistes de réflexion et de travail.

Orientation bibliographique

Ouvrages de référence, à des titres différents, sur le sabotage

■ Sébastien Albertelli, *Histoire du sabotage. De la CGT à la Résistance*, Perrin, 2016.

[La première étude scientifique remplaçant le sabotage de la Résistance dans une histoire longue, depuis la guerre de 1870].

■ Franck Lambert, *Les saboteurs de la France Combattante*, Histoire et Collections, 2015.

[Cette étude, richement illustrée de documents personnels de saboteurs et de matériel de sabotage, laisse de côté les saboteurs de la Résistance intérieure tout comme ceux employés en France par les réseaux alliés dont ceux de la section F du SOE britannique. Elle présente le recrutement et l'instruction des saboteurs, les différentes missions et plans de sabotage ainsi que des portraits vivants des saboteurs eux-mêmes].

■ Sébastien Albertelli, *Les services secrets de la France libre. Le bras armé du général de Gaulle*, Paris, ministère de la Défense-DMPA-DGSE, Nouveau Monde édition, 2012

[Dans ce livre richement illustré de documents d'archives inédits dont de nombreuses photographies d'agents, on se reportera plus particulièrement au chapitre « Le BCRA en action » (« vert, violet, jaune... des plans pour le Jour J », « diriger l'action immédiate », « le Jour J »)]

■ Amicale des réseaux action de la France combattante, *Les réseaux action de la France combattante 1940-1944*, 1986. Livre téléchargeable depuis ce lien :

http://www.fondationresistance.org/pages/accueil/les-reseaux-action-france-combattante_publication6.htm

[Voir plus particulièrement le chapitre « Saboteurs et sabotages » qui aborde successivement la formation des saboteurs en Angleterre, le matériel utilisé, les différents domaines d'application, des extraits de récits de sabotages industriels accomplis par les réseaux action : usines Bronzavia à Courbevoie, usine de Gardanne, barrage de Gigny].

■ François Marcot (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance*, Bouquins, 2006

sabotage par le PCF durant la « drôle de guerre ». Voir T.C. Imlay, « *Mind the Gap: the Perception and Reality of Communist Sabotage of French War Production during the Phoney War* », *Past and Present*, n° 189, novembre 2005, p. 179-224.

(5) « Que faut-il ? », *L'Humanité*, n° 122, 29 juillet 1941.

(6) Or, la coexistence de ces différents types d'action résistante en un même endroit n'avait rien d'évident : en octobre 1942, le déclenchement de la première grève contre les réquisitions de main-d'œuvre en zone Sud, dans les ateliers SNCF de réparation d'Oullins (Rhône), a été précédé d'intenses discussions entre résistants. Certains craignaient que la grève ne mette en danger les

[Voir plus particulièrement les entrées « Armada », « Bloc Planning », « Plans d'actions en France (déclenchement et exécution) », « Sabotages d'Airan », « Sabotages aux usines Peugeot », « Sabotages et attentats », « sabotages ferroviaires »...].

Témoignages et souvenirs

■ Jeanne Bohec, *La plastiqueuse à bicyclette*, Paris, Éditions du Félin, coll. Résistance - Liberté - Mémoire 1999 [Autobiographie de l'unique saboteuse de la France libre].

■ Benjamin Cowburn, *Sans cape ni épée*, Gallimard, 1958 [Livre épuisé, qu'on signale parce que « Ben » Cowburn est un des plus remarquables saboteurs britanniques du SOE en France, aux missions multiples].

■ Bob Maloubier, *Agent secret de Churchill*, Tallandier, 2015 [Les mémoires d'un saboteur français employé par le SOE britannique, préfacés par Jean-Louis Crémieux-Brilhac].

Études de cas de sabotages

■ Jean Quellien, *Résistance et sabotages en Normandie*, Condé-sur-Noireau, Éditions Charles Corlet, 2004 (2^e éd.) [Sur le plus important sabotage ferroviaire du printemps 1942, réalisé par des FTP, aux conséquences importantes en termes de répression].

■ Raymond Picard, « Sabotage des usines Ratier de Figeac », revue *Résistance R4*, n° 9, septembre 1979 [Un exemple, parmi d'autres de la collaboration entre saboteurs parachutés et mouvements de résistance pour la réalisation d'une action].

Sitographie

■ Sur le site du musée de l'Ordre de la Libération (www.ordredelaliberation.fr), on trouvera les biographies de 12 saboteurs qui ont été fait Compagnons de la Libération : Raymond Basset, Pierre Briout, François Fouquat, Jean Gosset, Pierre Guilhemon, Georges Héritier, André Jamme, André Jarrot, Joël Le Tac, André Ronderay, Marcel Suarès, André Varnier.

membres du groupe de sabotage en formation dans les ateliers. Cf. « Les cheminots dans la Résistance », numéro spécial de *La Lettre de la Fondation de la Résistance*, 2005, p. 13.

(7) Les multiples plans d'action pour le Jour J élaborés par le BCRA mais aussi par les mouvements eux-mêmes, aboutiront à quatre plans, dont trois seront réellement déclenchés : vert (voies ferrées), violet (lignes téléphoniques souterraines longue distance), Bibendum/Tortue (voies de communication autres que ferroviaires).

(8) Direction générale des Études et Recherches (DGER), Rapport du capitaine Henneguier, 29 mai 1945, Archives nationales, 3AG2/230.

« Gens de la lune » : qui sont les saboteurs parachutés en France ?

Par Bruno Leroux

Les recherches de Sébastien Albertelli et Franck Lambert dans les archives françaises et anglaises permettent de mieux cerner le profil des 149 saboteurs formés par les Britanniques et utilisés par la France libre de 1941 à juillet 1943 puis le Comité français de la libération nationale jusqu'à la fin août 1944⁽¹⁾.

Profil « politiques »

La répartition des 173 missions effectuées par ces saboteurs montre bien leur intervention tardive : 22 missions au total en 1941-42, puis 30 en 1943, 44 de janvier à mai 1944, 73 pendant l'été de la Libération.

En termes de recrutement, cela signifie qu'une moitié seulement se sont engagés du temps de la France libre. Parmi ceux-ci, quelques-uns ont résisté en métropole dans les réseaux du BCRA avant de venir se former au sabotage à Londres, tels le philosophe Jean Gosset. La plupart ont rallié directement le mouvement créé par de Gaulle, soit en Angleterre même (en 40) soit depuis l'Empire français (notamment après la campagne de Syrie) soit, le plus souvent, de métropole en deux vagues distinctes : en 1940, puis au premier semestre 1943 après la libération de l'Afrique du Nord ou/et devant la menace du STO.

L'autre moitié, qui rallie après l'été 1943 le CFLN dirigé par de Gaulle et Giraud, comprend une majorité d'ex-militaires de l'armée d'armistice. Parmi eux certains restent « giraudistes », c'est-à-dire attachés à une conception de la Résistance refusant l'antivichysme du mouvement gaulliste. Ainsi Philippe Lauzier, ex-sous-officier de l'armée d'Afrique, se revendique-t-il antidémocrate et antisémite (et donc implicitement favorable à la Révolution nationale de Pétain). D'autres n'ont travaillé avec les giraudistes que par volonté de privilégier l'action militaire, tel Bernard Amiot qui avait intégré en 1943 les services secrets d'Alger bien qu'ayant résisté auparavant au sein du mouvement Combat (gaulliste) en Afrique du Nord.

En tout état de cause, la spécialité choisie par tous ces hommes – le sabotage – leur permettait de réduire au maximum le risque de tension politique entre eux et, surtout, avec les formations auprès desquelles ils seraient envoyés en métropole.

Les saboteurs vus par leurs instructeurs

Statistiquement, les saboteurs recrutés sont jeunes (29 ans) mais un peu plus âgés que la moyenne des Français libres au moment de leur engagement (24-25 ans). En plus de qualités physiques (robustesse et endurance), leurs recruteurs cherchent des personnalités particulières : il leur est moins demandé un QI supérieur à la moyenne qu'une forme aiguisée d'intelligence pratique et une capacité non seulement à assimiler des techniques mais à les

Jeanne Bohec

Jeanne Bohec, à 21 ans, lors de son engagement dans la France libre en janvier 1941. Le recrutement de l'unique saboteuse de la France libre s'explique en partie par son passé d'ancienne employée à la poudrerie de Brest, puis par son affectation à Londres au Laboratoire de l'armement des Forces Françaises Combattantes. Mais elle a aussi étonné son instructeur britannique (masculin...) par sa détermination, son intelligence, sa vivacité d'esprit et son aisance au milieu d'un groupe d'hommes, au point de la qualifier d'« *étrange petite femme* » et de « *garçon manqué* ». Sa mission est en revanche typique : elle totalisera une cinquantaine de séances d'instruction en Bretagne à compter de mars 1944, avant de se transformer en agent de liaison durant l'été.

André Rondenay

André Rondenay, fils de général et polytechnicien, s'est évadé en décembre 1942 d'un *Oflag* et a réussi à rejoindre la France, puis Londres via les Pyrénées au prix d'une nouvelle évasion d'une prison espagnole. Volontaire pour une mission spéciale, il est formé, puis parachuté en septembre 1943 comme responsable d'un des plans de sabotage pour le Jour J (plan Tortue). Sur place, il va devoir assumer la fonction de délégué militaire de la région P (Ile-de-France), et y coordonnera une campagne de sabotages d'usines jusqu'au printemps 1944, en payant de sa personne. Après le Débarquement, il continue son action en province, revient à Paris mais y est arrêté fin juillet. Extrait d'un train alors qu'il allait être déporté, il est exécuté par la Gestapo le 15 août 1944.



Service Historique de la Défense.



Musée de l'Ordre de la Libération-Paris

transmettre aux résistants qu'ils vont côtoyer. Par ailleurs, travaillant souvent en équipe ou à la tête d'un groupe, ils doivent faire preuve d'adaptabilité et de capacité à inculquer sang-froid et discipline – caractéristiques que n'ont pas forcément ces volontaires souvent dotés de fortes personnalités et dont l'engagement a parfois été synonyme de rébellion individuelle.

Toutes ces qualités recherchées transparaissent des appréciations des instructeurs britanniques. Ainsi le polytechnicien André Rondenay impressionne-t-il par son *leadership* non ostentatoire (« *demande à être traité exactement comme les autres* »), « *toujours prêt à aider l'un de ceux qui restent en arrière* ». Ainsi la complémentarité et l'entente entre André Jarrot et Raymond Basset est-elle mise à leur actif (« *sans conteste deux des meilleurs étudiants qu'il m'aient été donné de rencontrer pour peu qu'ils constituent un binôme et travaillent ensemble* ») tout comme leur aptitude à garder en toutes circonstances leur *self-control* bien qu'ils « *aiment le vin, les femmes et les chansons* » (!).

L'épreuve du terrain

Les besoins croissants font que la plupart des volontaires finissent par partir en France, même avec des appréciations mitigées. Celles-ci permettent surtout d'orienter leur affectation : l'aptitude à respecter des règles de sécurité sera impérative pour un saboteur clandestin en milieu urbain, moins cruciale pour celui envoyé dans un maquis, peu exigé du futur membre d'un commando.

En pratique, la majorité des saboteurs auront des tâches d'instructeurs, circulant avec une valise contenant leur matériel de démonstration (explosifs et armement). Certains instructeurs se transformeront en chefs de groupes spécialisés dans le sabotage, par exemple Jacques Nancy et sa « Section spéciale de sabotage » en Charente. D'autres prendront la tête de maquis à l'été 1944, du fait de la pénurie de cadres mais aussi du prestige dont bénéficient fréquemment les envoyés de Londres.

Mais d'autres saboteurs sont chargés d'emblée de cette forme d'action directe : ce sont les « missions spéciales », dont certaines comme le sabotage du barrage de Gigny (par Maurice Pellay) ou les célèbres Armada I et II réalisées par Jarrot et Basset, alimenteront le légendaire des saboteurs grâce à leur réussite spectaculaire. Enfin, moins connus sont les quelques contre-saboteurs parachutés à l'été 1944 pour empêcher des destructions, notamment dans les ports méditerranéens avant le débarquement de Provence.

Au total, sur 147 saboteurs dont on connaît le destin final, 42 ont été mis hors de combat : arrêtés, blessés ou abattus. Parmi eux, 25 sont morts (dont 4 des 18 déportés). 11 d'entre eux ont été faits Compagnons de la Libération. ■

(1) Sébastien Albertelli, *Histoire du sabotage. De la CGT à la Résistance*, Perrin, 2016, page 293 et suivantes, Franck Lambert, *Les saboteurs de la France Combattante*, Histoire et Collections, 2015.

...et les trains déraillent!



« Et les trains déraillent! ».

Tract de la propagande vichyste dirigé contre la Résistance et ses sabotages de voies ferrées [1944]. Dépliant à trois volets. Format ouvert : 26,5 X 10,6 cm format fermé : 9 X 10,6 cm. Imprimerie Robaudy à Cannes.

Les propagandes nazie et vichyste contre les sabotages

Par Bruno Leroux

La flambée des sabotages à partir de l'été 1943 se reflète dans la propagande officielle, qui ne peut plus les passer sous silence.

Deux exemples : une affiche haineuse et un tract « humoristique »

L'exemple le plus célèbre est « l'Affiche rouge » (février 1944), par laquelle la propagande nazie veut mettre en avant les étrangers « judéo-communistes » du groupe Manouchian comme auteurs principaux des attentats et sabotages. Elle joue sur trois ressorts auxquels la population est supposée sensible (xénophobie, antisémitisme et anticommunisme) pour détacher celle-ci de la Résistance ⁽¹⁾. Mais pour l'illustrer, ce sont trois photos de sabotages ferroviaires qui prédominent, sans doute parce qu'implicitement cette forme d'action peut affecter tous les Français via la question des transports de marchandise.

C'est ce que Vichy illustre explicitement au même moment avec le tract dépliant *Et les trains déraillent* : il met en scène un auditeur français de la BBC qui, après s'être satisfait dans son fauteuil des incendies de meules et des sabotages ferroviaires, souffre de la faim et du froid puis, allant chercher du ravitaillement en train se retrouve victime d'un déraillement de la Résistance. En ne parlant que des sabotages qui peuvent être reliés aux problèmes de ravitaillement (nourriture et charbon), Vichy tente ainsi d'attribuer à la Résistance les dramatiques problèmes de pénuries affectant les grandes villes du fait du pillage économique du pays par l'occupant.

Une propagande sans prise sur le réel

Dans les deux cas, ces propagandes frappent par leur inadaptation à la réalité de 1944 : le ressort

« judéo-communiste » ne pouvait qu'apparaître cassé au moment où le double phénomène du refus du STO et des maquis brassait de façon visible tous les milieux et toutes les origines politiques. Et la faillite des services du Ravitaillement général face aux pénuries n'était pas une nouveauté : la pratique généralisée d'un marché noir ou gris de subsistance remontait à 1941. Elle avait même constitué un des marqueurs-clés de la défiance précoce des Français à l'égard de Vichy, incapable de jouer le rôle protecteur justifiant son existence.

Ceux pour lesquels les sabotages ferroviaires sont un réel dilemme, ce sont les cheminots eux-mêmes, puisque leur entreprise assume à la fois des transports au service de l'Allemagne (de plus en plus) et d'autres essentiels à la survie économique de la France.

L'affiche vichyste sur le sabotage des locomotives met évidemment en avant ce second aspect pour camoufler le premier. Mais, en mettant en scène un saboteur extérieur, elle dissimule aussi les complicités internes nécessaires à de tels sabotages. Une autre affiche révèle indirectement qu'il y a bien un problème chez le personnel SNCF lui-même : dans une corporation particulièrement attachée à son matériel et fière de sa technicité, le simple fait d'avoir à rappeler qu'il faut bien soigner sa machine est un indice de la dégradation de la culture du « travail bien fait » dans l'entreprise sous l'Occupation. ■

(1) Sur l'affiche les membres du groupe sont dénoncés surtout comme auteurs d'« attentats », accessoirement de « déraillements ». La proportion s'inverse dans les photos, où prédominent les sabotages ferroviaires.



Deux affiches destinées au personnel de la SNCF.

Pour en savoir plus

- le site museedelaresistanceenligne.org, analyses de l'Affiche rouge et du tract « Et les trains déraillent ».
- « Les cheminots dans la Résistance », numéro spécial de *La Lettre de la Fondation de la Résistance*, 2005 (affiches SNCF).

Presse clandestine et sabotages : à propos des photographies

Par Bruno Leroux

À défaut d'une étude approfondie des journaux clandestins eux-mêmes, qui serait à mener à partir de la collection numérisée sur le site Gallica, il est intéressant de déchiffrer les contextes dans lesquels paraissent les rares photographies de sabotages au sein de cette presse.

De façon générale, l'usage de la photographie dans la presse clandestine apparaît en 1943 et reste très exceptionnel. Il semble limité à quelques grands journaux imprimés. Dans ce minuscule corpus, le sabotage ferroviaire est une des rares actions résistantes représentées, notamment parce qu'il a une puissance symbolique peu égalable tout en n'exposant pas les visages des résistants eux-mêmes⁽¹⁾. Un bref survol des grands journaux clandestins en 1943-1944 permet de repérer deux occurrences intéressantes.

Les photos parues dans *Combat* et *Libération*

C'est d'abord *Combat* n° 44 du 15 mai 1943 qui reproduit les dégâts infligés sur la ligne Ussel-Limoges au viaduc de «Moutiers» (en fait Bussy-Varache, dépendant de la commune d'Eymoutiers). Le journal ne date ni n'attribue le sabotage et la photographie illustre une rubrique «A l'attaque des trains allemands» mélangeant les bombardements et mitraillages de l'aviation alliée et les sabotages des «Forces Françaises combattantes de la métropole».

Or, ce sabotage a été commis par le communiste Georges Guingouin et son groupe dans la nuit du 12 au 13 mars 1943. Les résistants de *Combat* le savent sans doute⁽²⁾ mais le passent sous silence et l'éditorial en page 1 de leur chef, Henri Frenay, permet de comprendre pourquoi et de vérifier que l'entente au sujet de l'action «militaire» immédiate n'exclut pas la méfiance politique entre résistants. Intitulé «Unité», il avertit : «S'il en était dans l'Empire ou en France qui croient pouvoir profiter de la libération pour instaurer chez nous une dictature sous quelque forme que ce soit, ils verraient se dresser contre eux la résistance unanime et tout le pays. La victoire sera celle de la France et non celle de la réaction ou d'un clan». Implicitement sont ici visés le général Giraud en Afrique du Nord et le PCF en métropole.

En septembre 1943, le mouvement Libération-sud fait paraître le 15 du mois un numéro spécial de son journal intitulé «Un mois de résistance française». Il présente sur deux pages une liste d'attentats et sabotages «sur le front intérieur», qu'illustrent deux vues d'un déraillement de wagons citernes sur la ligne Mâcon-Chalons, attribué aux Groupes Francs des Mouvements unis de Résistance (dont fait partie Libération). En fait, la composition de ce numéro doit s'apprécier en relation avec le «numéro spécial illustré» consacré le même jour aux fronts extérieurs. Celui-ci est constitué de quatre pages de photographies reçues des services du Comité Français

de la Libération nationale : épisodes de la conquête de la Tunisie, images de la guerre, atrocités allemandes, actualités...

Le dyptique constitué par ces deux numéros, qui s'équilibrent, vise à présenter la résistance intérieure comme un partenaire à parts égales des Alliés et du CFLN. Certes, cet équilibre est d'autant plus justifié qu'il recouvre une réalité : l'accroissement massif des sabotages à partir de l'été 1943. La photographie (pour autant qu'il s'agisse d'un choix) reflète elle-même le phénomène, puisque la Saône-et-Loire est alors un département en pointe en matière de sabotages ferroviaires⁽³⁾.

De l'importance des attributions

Mais la comparaison avec *Combat* du 15 mai 1943 fait apparaître autre chose : dans celui-ci les auteurs des sabotages étaient qualifiés de «Forces Françaises Combattantes», appellation créée par la France libre et qui, reprise dans le journal, affichait l'union revendiquée des résistants et de De Gaulle (face à Giraud). Quatre mois plus tard, l'union de Gaulle-Giraud étant réalisée à Alger, Libération attire l'attention sur les sabotages perpétrés par les «Groupes francs des MUR» (par la photographie mais aussi par un communiqué en page 1). C'est qu'à cette date la priorité pour les mouvements de résistance est de revendiquer la direction effective de l'action résistante en métropole, face au pouvoir d'Alger et à un moment où ils craignent d'en être dépossédés par la création du Conseil national de la Résistance, où ils côtoient partis politiques et syndicats.

Ironie de l'histoire : le sabotage qu'illustrent les deux photographies de Libération n'est pas le fait des Groupes Francs des MUR, comme le sous-entend leur légende, mais d'hommes d'un maquis FTP dirigés par Louis Ninot, lequel est en liaison étroite avec la mission de sabotage Armada de la France libre ! Cela dit, même si cette fausse attribution a été faite en connaissance de cause, ce dont on ne peut être sûr, les GF des MUR ont aussi réussi des sabotages à l'époque. Mais peut-être aucune photographie de ceux-ci n'était-elle disponible. Un autre critère a dû jouer : ce sabotage, comme celui du viaduc de Bussy-Varache reproduit dans *Combat*, avait eu un retentissement très important, renforçant le caractère de preuve induit par la photographie⁽⁴⁾.



Extrait de *Combat* n° 44, 15 mai 1943, page 3.

Extrait de *Libération*, numéro spécial, 15 septembre 1943, page 2.

Ces deux journaux ne publieront plus de photographies de sabotages après cette date. Les raisons peuvent être multiples. Il semble d'abord qu'ils recourent moins à la photographie en général, peut-être pour des raisons techniques et pratiques, mais aussi parce que la Résistance n'a plus à faire la preuve qu'elle est l'auteur de ces actions : la propagande officielle le reconnaît elle-même. La fonction de «certification» de la photographie est donc de moindre utilité. Bien plus, elle peut apparaître comme à double tranchant, après les quelques déraillements aux conséquences tragiques de l'automne 1943 et de l'hiver suivant : leurs conséquences possibles inquiètent suffisamment *Combat* pour que, dans un entrefilet de décembre 1943 consacré aux «faux et provocations» des collaborateurs, le journal en vienne à leur attribuer «de faux déraillements de trains français qui ont fait des dizaines de malheureuses victimes»⁽⁵⁾. ■

(1) Cf. l'unique reportage sur un maquis publié dans le n° 40 de *Libération* (décembre 1943, p. 3), qui relate le défilé des maquisards de l'Ain à Oyonnax le 11 novembre 1943, floute les visages des principaux protagonistes.

(2) Fabrice Grenard, *Une légende du maquis*, Vendémiaire, 2014, p. 128 (sur le sabotage) et 142-144 (sur la revendication par *Combat* d'un autre sabotage fait en réalité par Guingouin, en mai 1943).

(3) Le plus actif sur l'année 1943 (246 sabotages), selon André Jeannet, *La Seconde guerre mondiale en Saône-et-Loire*, JPM éditions, 2003, p. 218.

(4) Sur ce sabotage de la nuit du 7 au 8 août 1943 près de Varennes-le-Grand, voir Patrick Veyret, *Histoire de la Résistance en Saône-et-Loire*, La Taillanderie, 2001, p. 55, et André Jeannet, *Mémorial de la Résistance en Saône-et-Loire*, JPM Editions, 2005, p. 293.

(5) *Combat*, n° 52, décembre 1943, page 1.

Les activités de MER

L'association des amis
de la Fondation de la Résistance

Les témoignages collectés par MER: un fonds documentaire unique

Depuis plusieurs années l'Association des Amis de la Fondation de la Résistance – «Mémoire et Espoirs de la Résistance» – a recueilli de très nombreux témoignages de résistants (es), de déportés (es) et de fils et filles de résistants et de déportés. À partir de ces témoignages 22 DVD ont été édités, représentant près de trente heures d'entretiens audiovisuels. Aujourd'hui, alors que la génération des héros de « ces années là » disparaît progressivement, l'évocation de leur parcours nous éclaire sur ce que furent la Résistance et la Déportation.

Véritable fonds documentaire pour les enseignants des collèges et lycées – en particulier pour aider leurs élèves lors de la préparation du Concours national de la Résistance et de la Déportation –, pour les passionnés d'histoire de cette période, mais aussi pour les organismes socioculturels (mairies, maisons de la culture, associations...). Cette collection de DVD constitue un irremplaçable «outil audiovisuel» qui permet à la fois d'enseigner et de comprendre la Résistance.

Découvrez les témoignages de plus d'une centaine de résistants et ou de déportés dont les noms sont restés à jamais gravés dans nos mémoires, tels ceux de **Lucie et Raymond Aubrac, Brigitte Friang, Jean Gavard, Stéphane Hessel, Jacqueline Pardon, François Perrot** ou **Pierre Sudreau**, et bien d'autres encore

moins connus mais toujours présents dans les mémoires régionales ou locales. Ces femmes et ces hommes évoquent leurs engagements, leurs parcours, leurs souffrances, et aussi leurs espérances: celle d'une libération tant attendue, dans un monde nouveau plus juste et plus fraternel où pour Lucie Aubrac, «le mot résister doit toujours se conjuguer au présent.»

Fruit de conférences et de colloques organisés avec des résistants, des historiens et aussi des personnalités de la société civile et des écrivains, plusieurs DVD sont consacrés à des thèmes comme: « la Résistance de l'esprit », « la presse clandestine », « la création littéraire pendant la Résistance », « les idéaux de la Résistance », « la France libre »,

La liste de tous les DVD est consultable sur le site de l'association www.memoresist.org à la rubrique « Ressources » puis « DVD » où un lien permet d'écouter deux à trois minutes des entretiens.

Ces DVD sont envoyés sur simple demande en précisant toutefois l'utilisation qui en sera faite (projection lors d'un colloque, rencontre...) et le lieu de l'utilisation publique (lycée, collège, mairie, office culturel...) Aucune projection de ces DVD ne peut être effectuée dans un but lucratif. Une participation aux frais sera demandée. ●

Jean Novosseloff



Les prochains rendez-vous de MER

Jeudi 2 mars 2017

Dans l'auditorium de l'Hôtel de ville de Paris.
Colloque « Tracts et Papillons clandestins de la Résistance ».

Jeudi 23 mars 2017.

Dans les salons de la Mairie
du 3^e arrondissement de Paris.
Festival de la Poésie.



En région

Guidés par François Fouré, notre délégué pour le Finistère, encadrés par leur professeur d'histoire-géographie, trois élèves de classe de première économique et sociale du lycée Laennec de Pont-l'Abbé ont filmé leur entretien avec Joël Lazenec, marin qui avait rallié le général de Gaulle dès juin 1940.

Cette vidéo s'inscrit dans le cadre d'un travail d'Enseignement Moral et Civique (EMC) sur le thème «exercer sa citoyenneté» à l'occasion duquel ils se sont penchés plus précisément sur la question de l'engagement, en prolongement de leur participation au Concours national de la Résistance et de la Déportation. Cette vidéo est disponible sur le site du musée en ligne de la Fondation de la Résistance :

http://www.museedelaresistanceenligne.org/pedago_atelier.php?id=40

Adhésion :

Si vous voulez donner un avenir au devoir de mémoire, adhérez à « Mémoire et Espoirs de la Résistance » !

Cotisation 30 €
(incluant l'abonnement à *Résistance et Avenir*).

Mémoire et Espoirs de la Résistance,
Place Marie-Madeleine Fourcade,
16-18, place Dupleix, 75015 Paris
Courriel : memoresist@m-e-r.org
site internet : www.memoresist.org
Tél. : 01 45 66 92 32



Activités du département recherche et pédagogie

Le colloque « La Résistance à l'épreuve du genre », les 12 et 13 septembre 2016 à Paris

Les 12 et 13 septembre derniers, à la Maison de l'Italie (Cité universitaire de Paris), s'est tenu un colloque international co-organisé par l'Institut universitaire de France, Sciences Po Lyon, l'université Paris 8 et la Fondation de la Résistance. Le thème en était : « La Résistance à l'épreuve du genre : hommes et femmes dans la résistance antifasciste en Europe du Sud (1936-1949) »

Ce colloque s'inscrivait dans un programme pluriannuel de recherches et de rencontres, initié par Laurent Douzou, professeur à l'Institut d'Études Politiques de Lyon, et Mercedes Yusta, professeur à l'université de Paris 8. Tous deux animent depuis trois ans une équipe internationale de chercheurs travaillant sur les résistances antifascistes en Europe du Sud (Espagne, France, Italie, Yougoslavie, Grèce) des années 1930 à la fin des années 1940.

Ce groupe de travail a tenu un premier atelier en septembre 2014 pour dégager des problématiques communes. Une journée d'études a suivi en septembre 2015, dédiée à la thématique

des violences. Le sujet du colloque de septembre 2016 s'imposait car il n'avait jamais fait l'objet d'une rencontre internationale, malgré des recherches dynamiques dans chacun des pays d'Europe du Sud.

Les participants se partageaient entre chercheurs français (Julien Blanc, Tiphaine Catalan, Estelle Ceccarini, Catherine Lacour-Astol, Anne Verdet, et les deux directeurs scientifiques) et étrangers : Jelena Batinic (Stanford), Antonio Bechelloni (Lille 3), Leila El Houssi (Padoue), Gina Herrmann (Oregon) Jorge Marco (Bath), Margarete Poulos (Western Sydney univ.) Odette Varon (Greek Open univ.). Spécialistes de la Seconde Guerre mondiale, des « *gender studies* » ou de la mémoire des guerres civiles se côtoyaient. Les approches ont donc été multiples, avec une variété d'échelles remarquables, abordant tantôt une région voire un pays, tantôt une organisation, tantôt quelques individus (souvent communistes) permettant une approche transnationale : italiens en Tunisie, espagnols en Limousin, algériens en contact

étroit avec leurs camarades espagnols exilés en Afrique du Nord...

Au total, non pas une synthèse, bien sûr, mais une grande richesse d'informations et d'interprétations nouvelles. Quelques exemples : en France le poids relatif des femmes dans la Résistance évolue considérablement, diminuant plus les organisations clandestines croissent en se structurant conformément à un ordre « masculin » ; le PC yougoslave se singularise par ses objectifs affichés d'émancipation des femmes, qui en pratique valorisent la mise au service de la Résistance de leurs tâches traditionnelles, ce qui semble avoir permis une implication massive des paysannes. En Grèce, la promotion de revendications spécifiquement féminines *via* la Résistance et le PC grec aboutit à la création d'une organisation de femmes transpartisane en 1946, mais la guerre civile et l'alignement des communistes grecs sur l'URSS les amènent à saborder cette expérience. Tout cela laisse présager la parution d'un ouvrage de référence. ●

Bruno Leroux

Activités du département AERI

La présentation à Paris du DVD-ROM *La Résistance des Alsaciens*

Le 5 octobre dernier, dans l'auditorium de l'Hôtel de Ville de Paris était présenté le DVD-ROM *La Résistance des Alsaciens*. Environ 170 personnes assistaient à cette séance. Les allocutions d'accueil furent prononcées par Gilles Pierre Levy, président de la Fondation de la Résistance, Brigitte Klinkert, vice-présidente du conseil départemental du Haut-Rhin et Marie Goerg-Lieby, présidente de l'Association pour des études sur la Résistance intérieure des Alsaciens (AERIA).

Antoine Prost, président du Comité historique et pédagogique de la Fondation de la Résistance, dressa ensuite un bilan de l'opération CD-ROM sur la Résistance dans les régions et départements, lancée par l'AERI à la fin des années 1990.

Alfred Wahl, professeur émérite à l'université de Metz, évoqua le contexte particulier de l'Alsace en 1939-1945. Enfin, Éric le Normand, chercheur à l'AERIA, présenta le DVD-ROM en définissant les deux notions de résistance alsacienne et en insistant sur la collecte des fonds privés, l'une des principales richesses de cet outil multimédia.

En fin de présentation, le public put poser des questions, illustrant bien l'intérêt d'un public nombreux pour des travaux historiques trop méconnus, que l'équipe appelle de tous ses vœux à poursuivre.

Un moment convivial offert par la Maison de l'Alsace et l'AERIA clôtura la séance.

À partir des ressources offertes par le DVD-ROM, l'AERIA a conçu une exposition itinérante qui a été inaugurée le 13 novembre dernier à la Maison de la Région à Strasbourg. L'exposition rejoindra Colmar en février 2017. ●

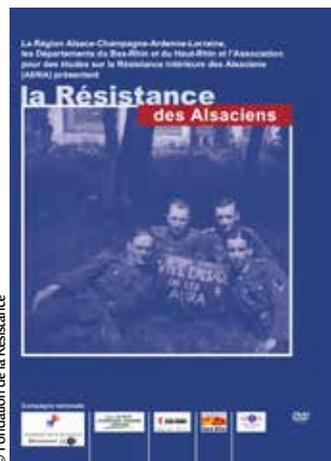
Fabrice Bourrée

Les expositions physiques pérennisées par le Musée de la Résistance en ligne

À l'occasion du 70^e anniversaire de la libération de la poche rochelaise, le musée des Beaux-Arts de La Rochelle a mis en lumière les événements singuliers vécus par la ville et ses habitants sous occupation allemande à travers l'exposition « La Rochelle, 1939-1945 » présentée du 8 mai au 9 novembre 2015. Annick Notter, conservatrice en chef des musées d'Art et d'Histoire de La Rochelle, a souhaité pérenniser cette exposition en la présentant sur le Musée de la Résistance en ligne.

En 2013, le musée de la Résistance en ligne, à la demande de Christine Levisse-Touzé, directrice du musée du général Leclerc et de la libération de Paris-musée Jean Moulin, avait déjà mis en ligne l'exposition « Résister sous l'Occupation, Libération-Nord (1940-1944) ».

Il s'agit là d'une des vocations de notre musée virtuel. La pérennisation sur le Musée de la Résistance en ligne d'une exposition temporaire permet de lui offrir une seconde vie, de sauvegarder le travail fourni pour sa réalisation, d'offrir sous une forme accessible au plus grand nombre les documents et objets présentés dans l'exposition physique.



Hommage

François Perrot (1921-2016), infatigable combattant de la mémoire

Né le 29 novembre 1921 à Strasbourg, François Perrot est élevé dans une famille franc-comtoise patriote marquée par la Grande Guerre. En 1938, par ses nombreuses lectures dont *Mein Kampf*, ce jeune lycéen parisien a une conscience aigüe de la réalité et du danger du nazisme. Durant l'exode de 1940, la famille Perrot se réfugie à Laburgade; c'est dans ce village du Lot qu'il entend par hasard, le 18 juin 1940, l'appel du général de Gaulle.

Un patriotisme éclairé

Refusant immédiatement la défaite et l'Occupation, il est déterminé à s'engager, quitte à arrêter ses études. Face à cette attitude et par crainte de ses réactions instinctives à l'égard des Allemands, ses parents rentrent à Paris avec leurs filles et confient François à des amis installés dans les Alpes. Mais, dès octobre 1940, il forme dans son lycée de Gap (Hautes-Alpes) un premier noyau de résistance qui prendra bientôt le nom de «maillon d'Ornano», en hommage au lieutenant-colonel FFL Jean Colonna d'Ornano tué à Mourzouk (Tchad) en janvier 1941. Ce premier groupe se livre à des actions de propagande en réalisant des papillons collés sur les murs de Gap. Le 25 mars 1941, alors qu'il tente avec trois de ses camarades de rejoindre les Forces françaises libres, il est arrêté par la police française à Marseille. Rapidement libéré, il est renvoyé du lycée de Gap et doit rentrer à Paris auprès de sa famille. Ce premier coup de semonce ne le fera pas renoncer pour autant à poursuivre son action clandestine contre l'occupant. À Paris, au sein du lycée Henri IV, François Perrot prend contact avec le Front national étudiant (FNE). Son père étant nommé conservateur des Eaux et Forêts à Bar-le-Duc (Meuse), ses parents laissent l'appartement familial parisien à François Perrot et à sa sœur, elle-même membre de la section FNE au lycée Fénelon. Bientôt le dit appartement se transforme en lieu de réunions et de refuge pour des résistants.

Le temps des épreuves

En mars 1943, son chef dans la Résistance lui demande d'héberger à son domicile deux personnes en instance de départ pour le maquis mais qui s'avèreront être des agents infiltrés. C'est ainsi que le 19 mars 1943, il est arrêté par la *Gestapo* en même temps que sa sœur. D'abord interrogé rue des Saussaies, puis écroué à la prison de Fresnes, il est ensuite interné à Royallieu près de Compiègne d'où il est déporté vers le camp de Buchenwald le 17 septembre 1943. Devenu le déporté 21 189, après la quarantaine il est affecté le 9 octobre 1943 au *kommando* de Berlstedt où il travaille dans une briqueterie.

En avril 1945, cernés par l'avance des Alliés qui convergent vers le centre du *Reich*, les SS jettent sur les routes et dans des trains les

déportés lors d'évacuations meurtrières. François Perrot et ses camarades sont alors ramenés au camp de Buchenwald le 4 avril 1945. Deux jours plus tard, fuyant l'avancée américaine, les nazis les évacuent en direction de l'Est dans des wagons de marchandises découverts, sans vivre et sans eau. L'errance de ce train s'achève à Tachov (Tachau en allemand, dans l'actuelle République tchèque). De là les SS leur font poursuivre cette «marche de la mort» à pied. Le 14 avril 1945, François Perrot arrive avec les survivants au camp de Flossenbürg. La halte sera de courte durée puisque le 20 avril 1945, ce camp est à son tour évacué. Très affaibli, il est contraint à une deuxième «marche de la mort» qui doit le mener vers le Sud en direction de Dachau. Devant parcourir 30 kilomètres par jour, ces colonnes de déportés hagards errent dans le chaos d'une Allemagne en déroute laissant derrière elles les cadavres de leurs camarades abattus par les SS. «*Des coups de feu retentissaient tout au long de la colonne annonçant la mort de tous ceux qui n'en pouvaient plus et qui rendaient l'âme quelques jours ou quelques heures avant la libération. Il nous fallait bander toute notre énergie, faire appel à nos dernières forces physiques et morales pour marcher, marcher encore.*»⁽¹⁾

Le 23 avril 1945, François Perrot est libéré par une colonne blindée de la 11^e division de l'armée de Patton à Untertraubenbach près de la ville de Cham (*Land* de Bavière). Soigné dans le *120th Evacuation Hospital* à Cham, il est alors rapatrié en France le 16 mai en passant par le centre de l'abbaye Saint-Clément à Metz.

Après sa déportation, François Perrot fait partie pendant deux ans des Forces françaises d'occupation en Allemagne. De retour en France, il débute une longue carrière au sein du Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA), dont il sera le chef du service des relations internationales.

Le combat pour la mémoire

S'inquiétant de l'émergence des «négateurs de l'histoire», François Perrot assumait de nombreuses responsabilités au sein d'associations défendant la mémoire et les droits de ses camarades de Résistance et de Déportation. Membre du Comité d'Action de la Résistance (CAR), vice-président de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, président de l'Union nationale des associations de déportés, internés et familles de disparus (UNADIF) de 1994 à 2012 et de la Fédération nationale des



Jardins du Luxembourg à Paris, le 5 mai 2011. François Perrot présidait la cérémonie d'hommage aux étudiants résistants fusillés par les nazis organisée par Mémoire et Espoirs de la Résistance.

Photo Marc Fimelin

déportés et internés de la Résistance (FNDIR) depuis 2012, François Perrot était administrateur de la Fondation de la Résistance depuis 2008. Il a été également vice-président de l'Office national des Anciens combattants et Victimes de guerre (ONACVG).

Très attaché au Concours national de la Résistance et de la Déportation pour ses vertus civiques, il intervenait régulièrement dans les établissements scolaires et était très actif au sein du jury départemental des Hauts-de-Seine. Tous ceux qui l'ont approché se souviennent de lui comme d'un homme de conviction, d'une grande simplicité et humilité.

Grand officier de la Légion d'honneur, titulaire de la Médaille militaire et de la croix de guerre 1939-1945, François Perrot s'est éteint à Paris le 13 octobre 2016.

Le 18 octobre dernier, dans la cour d'honneur de l'Hôtel national des Invalides, lors de la cérémonie où lui furent rendus les honneurs militaires, Jean-Marc Todeschini, secrétaire d'État auprès du ministre de la Défense chargé des Anciens combattants et de la Mémoire acheva son hommage par ces mots résonnant comme un serment : «*François Perrot nous livre en ultime cadeau le témoignage de sa vie, œuvre de transmission. Car celui qui lit ou entend son témoignage, devient témoin à son tour, avec ce besoin impérieux de raconter et de transmettre.*»

Frantz Malassis

(1) Cf. *Leçons de ténèbres. Résistants et déportés*, ouvrage dirigé par Jean Manson, Paris, UNADIF-FNDIR, Plon, 1995, p. 216.

Sources :

- François Perrot, *La Route de Romain de «Sciences Po» à Buchenwald*, Paris, Lavauzelle, 2015.
- *Livre mémorial des déportés de France arrêtés par mesure de répression et dans certains cas par mesure de persécution 1940-1945*, Paris, Fondation pour la Mémoire de la Déportation, éditions Tirésias, 2004, tome I, p. 1142.
- *Parcours de Résistants*, volume 7 (Les Résistants Déportés). DVD vidéo édité par Mémoire et Espoirs de la Résistance, 1h47.
- Philippe-Jean Catinchi, «François Perrot, résistant», *Le Monde*, jeudi 20 octobre 2016.

Palmarès du Concours de la meilleure photographie d'un lieu de Mémoire 2015-2016

En 2016, 45 photographies ont été adressées au jury du Concours de la meilleure photographie d'un lieu de Mémoire qui au terme d'un examen attentif a décerné trois prix et deux mentions à l'occasion de cette dix-huitième édition.

En mars 2016, pour la dix-huitième année consécutive, les Fondations de la Résistance, pour la Mémoire de la Déportation et Charles de Gaulle avaient lancé une nouvelle édition du Concours de la meilleure photographie d'un lieu de Mémoire.

Ce concours offre aux élèves la possibilité d'exprimer au travers de la technique photographique leur sensibilité à l'égard des aspects artistiques et architecturaux des lieux de Mémoire relatifs à la Résistance intérieure et extérieure, à l'internement et à la Déportation, qu'ils soient situés en France ou à l'étranger.

Cette année, nous avons reçu 45 photographies⁽¹⁾ qui ont été soumises au jury de ce concours le jeudi 3 novembre dernier.

Le jury a fait le constat que plus d'un quart des travaux étaient accompagnés de poèmes traduisant l'émotion des élèves devant le lieu qu'ils découvraient. Sans négliger la sensibilité exprimée au moyen de ces productions littéraires, le jury a regretté qu'elle ne s'accompagne pas d'une création photographique plus aboutie, très souvent par manque de technique. D'un autre côté, plusieurs candidats ont livré une œuvre élaborée en travaillant sur l'abstraction se dégageant d'un détail de leur sujet, avec l'objectif de restituer une approche méditative des lieux de Mémoire.

Au terme d'un examen minutieux des réalisations et de nombreux échanges entre les membres du jury, le palmarès du concours 2015-2016 a été proclamé.



Photo Tatiana Mevellec

Le premier prix du Concours de la meilleure photographie d'un lieu de Mémoire a été décerné à Tatiana Mevellec, pour sa photographie intitulée « Le cri des morts ».

En conclusion, le jury a souligné que la qualité de certaines œuvres reçues ne peut qu'inciter à promouvoir ce concours. À ce titre, il faut rappeler le soutien précieux apporté par la Direction de la Mémoire, du Patrimoine et des Archives (ministère de la Défense) et l'Association des professeurs d'Histoire Géographie (APHG), qui par le biais de sa revue *Historiens et Géographes*, a diffusé auprès des enseignants du secondaire les informations concernant ce concours⁽²⁾. ●

Frantz Malassis

(1) 41 candidats ont participé à ce concours : 18 collégiens et 23 lycéens (29 filles et 12 garçons) issus de 15 établissements scolaires (5 lycées généraux, 3 lycées polyvalents, 1 lycée des métiers et 6 collèges).

(2) Le règlement et la composition du jury de ce concours sont consultables sur le site de la Fondation de la Résistance grâce à ce lien : http://www.fondationresistance.org/pages/action_pedagog/reglement_p.htm.

Le premier prix est décerné à Tatiana MEVELLEC, élève de première scientifique au lycée Bernard Palissy de Gien (Loiret)

pour sa photographie intitulée « Le cri des morts » représentant l'installation de Menashe Kadishman, *Fallen Leaves* au musée juif de Berlin. Cette candidate a accompagné sa création de réflexions que lui inspira ce lieu de mémoire si singulier.

« Le musée Juif de Berlin renferme des œuvres poignantes. Entre les galeries du musée, il y a des espaces remplis de "rien" qui sont, pour la plupart, impénétrables. L'un de ces vides est accessible ; on découvre une salle, immense, très haute et assez étroite » au « sol, tapissé de pavés d'acier de forme circulaire. La souffrance de tout un peuple a été représentée par la création de 10000 visages d'acier dont les traits simplifiés à l'extrême évoquent la tristesse ou la douleur. [...] Toutes ces bouches pourtant grandes ouvertes, ne laissent paraître aucun son. Comme si c'étaient des cris inaudibles. Comme si personne ne les entendait, à part peut-être ceux qui crient à leurs côtés. Ces visages aux yeux vides, aux traits figés, et sans voix, ces visages n'ont été que trop vus à l'entrée de camps de concentration et d'extermination (lors de l'entrée à la "douche"). Menashe Kadishman a produit cette œuvre afin de commémorer les victimes de l'Holocauste, mais aussi toutes les victimes des guerres et des violences à travers le monde entier.

Après avoir fait le rapprochement entre ces visages et le triste destin de milliers de juifs pendant la Guerre, j'étais réticente à l'idée d'arpenter ces masques d'acier devenus des visages de chair. Après quelques pas, qui se voulaient discrets, les pavés d'acier commencèrent à s'entrechoquer. Quelques pas et quelques curieux plus tard, un bruit métallique et froid s'éleva. Et le bruit montait, montait... Jusqu'à ce que ce ne fût plus supportable. On n'était pas juste en train de piétiner ces masques, on les aidait à se faire entendre.

En provoquant ce vacarme, je me suis dit que cette souffrance relève du passé mais qu'aujourd'hui de nombreuses discriminations persistent malgré notre parfaite connaissance de cette réalité tragique. C'est à chacun de nous, contemporains, de faire du bruit, d'alerter et d'aider les persécutés, à CRIER ! »

Le deuxième et troisième prix sont attribués respectivement à :

- **Capucine BRÉBION**, élève de première économique et sociale au lycée polyvalent Fernand Renaudeau à Cholet (Maine-et-Loire) pour son cliché « L'art pour résister contre l'oubli » pris lors d'une visite du camp Ravensbrück.

- **Léa AUJAL**, élève de terminale économique et sociale au lycée La Prat's de Cluny (Saône-et-Loire) pour sa photographie d'une cellule de la prison de Montluc intitulée « Le petit filet de vie ».

De plus, deux mentions spéciales du jury viennent récompenser :

- **Jeanne FILLONNEAU**, élève de première économique et sociale au lycée Victor Duruy de Mont-de-Marsan (Landes) pour sa vision du vieux cimetière juif de Prague.

- **Juliette CASANOVA**, élève de troisième au collège Henri Bourrillon de Mende (Lozère) pour son regard porté sur le camp d'internement de Rivesaltes.

Vous pouvez retrouver toutes les photographies primées ou ayant obtenu une mention, accompagnées du texte intégral de présentation des candidats, sur les sites de la Fondation de la Résistance (www.fondationresistance.com).